

Le journal *Le Temps* et la crise du libéralisme (1929-1938)

CYPRIEN AUGROS

SORBONNE UNIVERSITÉ, SIRICE

Véritable institution française, le journal *Le Temps* joua dans les années 1930 un rôle important dans l'enlèvement intellectuel que connurent les libéraux français au lendemain du krach de 1929¹. Le quotidien – à la ligne éditoriale résolument libérale – est alors respecté pour son autorité et son sérieux dans tout le paysage médiatique français, tout en demeurant la plateforme d'expression privilégiée de la plupart des hommes politiques libéraux. L'analyse du contenu du *Temps* durant cette période permet d'écrire l'histoire d'une frange importante de l'arborescence libérale des années 1930 ; celle des libéraux orthodoxes.

Les analyses sur le contenu des discours de la presse sont à ce jour peu nombreuses concernant les libéraux. Si *Le Temps* a pu faire l'objet de quelques travaux historiques, son étude demeure néanmoins gênée par la disparition quasi totale des archives internes du journal, freinant ainsi la production de nouvelles recherches. Il manquait par ailleurs un panorama général et synthétique du monde de la presse libérale d'entre-deux-guerres, que le mémoire fournit dans sa première partie en réunissant les principales sources primaires disponibles. Cette étude appuie ensuite sa réflexion sur quelques milliers d'articles du *Temps*, sélectionnés d'abord selon des mots ou dates clés, puis à nouveau triés pour ne conserver qu'un échantillon de plusieurs centaines d'articles représentant le mieux les options idéologiques du journal. Numérisé, ce volume important de textes permet de réaliser plusieurs études quantitatives de lexicométrie. Les productions graphiques qui en résultent soulignent les tendances idéologiques lourdes de la décennie – par exemple, près de 55,3 % des numéros du *Temps* sur la période 1929-1938 contiennent l'occurrence « crise économique », quand 0,1 % de l'échantillon seulement parle de « crise du libéralisme ».

L'analyse qualitative et quantitative du discours du *Temps* offre une démonstration certaine de l'atonie idéologique qui touche alors les cercles libéraux français dominants, venant contraster avec ce que l'historien sait du bouillonnement intellectuel de cette époque. Lourd de conséquences sur la crise française, cet anachronisme libéral appelle plusieurs questionnements : pourquoi ce manque d'innovations idéologiques ? sur

¹ Cet article est rédigé à partir du mémoire de Master 2 d'histoire contemporaine de Cyprien Augros, « Le journal *Le Temps* et la crise du libéralisme (1929-1938) », sous la direction d'Olivier Dard, soutenu le 23 juin 2023 à Sorbonne Université.

quels ressorts argumentaires s'est-il défendu ? avec quels acteurs et quels réseaux ?

Une crise du libéralisme relativement mal discernée par la rédaction

Le caractère exceptionnel de la « Grande Dépression » n'est presque jamais soulevé par les journalistes de la rue des Italiens. Or cette lecture de la crise n'est pas sans conséquences idéologiques quant aux évolutions du libéralisme du *Temps*. C'est parce que cette dernière est circonscrite à un schéma explicatif libéral classique que le journal ne voit aucun problème à conserver son adhésion au libéralisme orthodoxe et à rejeter les propositions qui s'en éloignent.

Au sein de la rédaction, le journaliste Édouard Julia constitue un modèle de cette défense idéologique. À l'instar de ses collègues, il relativise la gravité de la crise économique et dénonce le pessimisme ambiant. Surtout, ayant lui-même été au front en 1914-1918, il est, comme la plupart des libéraux orthodoxes, déçu des ruptures dirigistes introduites par la Première Guerre mondiale et aimerait revenir à l'ordre économique d'avant-guerre.

Frédéric Jenny, le « Monsieur économie » du *Temps*, participe lui aussi, dans ses chroniques économiques, à cristalliser le libéralisme particulier du journal. Le combat contre la dévaluation du franc est sans aucun doute son plus grand cheval de bataille, malgré les risques d'enlèvement dans la crise. Le problème monétaire se pose alors chez lui comme une question morale, toute dévaluation signifiant selon Jenny un échec à établir un contrat de confiance dans l'économie.

Parmi les éditorialistes du *Temps*, seul le juriste Joseph Barthélemy semble s'être réellement inquiété du sort doctrinal du libéralisme, n'hésitant pas à accueillir des solutions plus autoritaires ou néolibérales. Son inquiétude s'accompagne ainsi, dans ses chroniques, d'un rapport nostalgique à l'histoire de l'âge d'or libéral, qui prend d'ailleurs de plus en plus la tournure d'une réaction contre une actualité devenue critique pour le libéralisme.

Un autre « quadrille modéré » : Tardieu, Flandin, Reynaud et *Le Temps*

Le journal constitue un personnage politique à part entière dans le paysage libéral de l'entre-deux-guerres, aux côtés de Tardieu, Flandin et Reynaud. De fait, *Le Temps* forme avec ces trois grandes personnalités libérales – dont il commente les discours quotidiennement – un « quadrille modéré² » d'un nouveau genre, au sein duquel le support médiatique réaffirme sa place en tant que plateforme d'expression privilégiée des libéraux, tout en accompagnant la redistribution de certaines hiérarchies partisans.

² Jean-Félix de Bujadoux, « Tardieu, Flandin, Reynaud, Mandel. Un quadrille modéré dans les années 1930 », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n° 15, 2011/1, p. 144-161.

André Tardieu est vraisemblablement celui dont les apparitions dans les colonnes du *Temps* sont les plus fulgurantes. Comme notre étude quantitative le démontre, celui-ci passe d'une omniprésence dans les pages du journal au début des années 1930 à une quasi-absence à la fin de la décennie. Bien qu'adhérant fermement à la plupart des idées du « Mirobolant » quant à la réforme de l'État, le journal se contente à partir de 1934 de ne parler de Tardieu qu'à partir de comptes rendus (certes élogieux) de ses essais politiques.

Pierre-Étienne Flandin représente une figure libérale plus consensuelle pour *Le Temps*, qui n'hésite pas, à la fin de l'année 1934, à lâcher le projet de réforme de l'État pour rallier le nouveau gouvernement modéré. Le centrisme peu novateur du patron de l'Alliance démocratique est d'autant mieux accueilli par le journal libéral qu'il ne s'éloigne presque jamais de l'orthodoxie. Se nourrissant mutuellement dans leur immobilisme doctrinal, les deux acteurs libéraux que sont Flandin et *Le Temps* tiennent des discours souvent similaires dans les années 1930.

Paul Reynaud subit quant à lui un traitement médiatique plus polémique de la part de la rue des Italiens. Si son attachement au libéralisme orthodoxe ne fait aucun doute au début de la décennie, son adhésion aux thèses dévaluationnistes lui met rapidement à dos toute la rédaction du *Temps*, qui rivalise de lettres et d'articles de réponse pour décrédibiliser les idées de l'ancien ministre des Finances. Ce n'est que lors de son retour au pouvoir en 1938, accompagnant le programme très libéral de la France « remise au travail », que Paul Reynaud retrouve enfin les grâces du *Temps*, alors rassuré après l'angoisse qu'a suscité dans ses pages le Front populaire.

Le rendez-vous manqué du *Temps* avec les novations intellectuelles libérales

Le journal de la rue des Italiens se montre particulièrement frugal dans ses colonnes lorsqu'il s'agit de discuter des récents ouvrages politiques et intellectuels. De fait, rares sont les articles consacrés exclusivement à la discussion de thèses doctrinales libérales novatrices. Seuls trois penseurs semblent réellement se distinguer du reste de leurs collègues, bien que leur nombre d'occurrences dans le journal reste faible : Charles Rist, Jacques Rueff et Louis Rougier.

Du premier, *Le Temps* apprécie le symbole d'orthodoxie qu'il incarne sur la place publique ; le journal est en revanche beaucoup plus critique lorsque Rist se met à discuter de la thèse dévaluationniste, prouvant par-là que la rue des Italiens est tout à fait capable de se désolidariser d'un penseur qu'elle respecte si celui-ci s'éloigne de l'orthodoxie. L'œuvre de Jacques Rueff est beaucoup plus précieuse pour *Le Temps* des années 1930 : en effet, sa théorie selon laquelle le taux de chômage est relatif au rapport des salaires avec les prix de gros des marchandises se révèle très utile pour combattre

toutes les thèses dirigistes. Enfin, si le néolibéral Louis Rougier est quelquefois convoqué dans les pages du *Temps*, c'est en grande partie pour reprendre ses diatribes peu originales contre le bolchevisme, bien davantage que pour souligner son rôle essentiel dans la mise sur pied du colloque Lippmann d'août 1938.

Ainsi, ces trois penseurs ont été abordés par *Le Temps* sous un prisme essentiellement classique : le journal occulte presque chaque fois les éléments les plus originaux de leur doctrine – qui auraient pourtant pu servir à faire évoluer sa ligne éditoriale trop fixiste. Surtout, de très nombreux penseurs ayant apporté des inflexions importantes dans la doctrine libérale sont oubliés par le journal : Alexander Rüstow, Wilhelm Röpke, Friedrich Hayek, les frères Polanyi n'apparaissent strictement jamais dans les pages du quotidien sur toute la décennie, tandis que les occurrences d'Auguste Detœuf et Charles Gide y sont à peine exploitables. À la lecture partielle et orientée de penseurs classiques s'est donc ajouté un oubli significatif de groupes entiers d'acteurs de la rénovation libérale des années 1930.

Les conclusions de cette étude – sur le manque de volonté, au sein du *Temps*, de se renouveler doctrinalement dans un contexte de crise – apparaissent peut-être peu surprenantes au vu de la ligne éditoriale très orthodoxe du journal. L'analyse poussée du discours développé dans les articles ainsi que les études quantitatives menées permettent néanmoins de mieux saisir les motivations de ceux qui, nombreux parmi les libéraux, n'ont pas remis en question leur adhésion aux idées orthodoxes au plus fort de la crise.